



ÉDUCATION

La médecine
scolaire aux abois

PAGES 6 ET 7

« On voit des enfants en danger mais on ne peut pas agir » : la médecine scolaire aux abois

Alors que le drame
de Nantes renvoie
à l'urgence de la santé
mentale des jeunes,
la ministre
de l'Éducation,
Élisabeth Borne,
fera des annonces
ce mercredi.

Caroline Beyer

« **A** chaque drame, on parle de sécurité, de portiques, de contrôle des sacs. C'est parfaitement légitime. Mais il n'est jamais question de santé scolaire, lâche Maxime Reppert, vice-président du syndicat enseignant Snalc. Le système actuel ne permet pas de véritablement contrôler et d'alerter sur la santé mentale des élèves. Il n'y a pas assez d'infirmières, de psychologues, de médecins scolaires. Les enseignants, eux, ne sont pas forcément tenus au courant des cas lourds. La santé scolaire est totalement défaillante », assène-t-il.

Le 24 avril, un lycéen de 16 ans, élève d'un établissement catholique sous contrat nantais apparemment sans histoire, a fait irruption dans un cours et tué de 57 coups de couteau l'une de ses camarades. Il s'en est ensuite pris à trois autres élèves. Avant cela, Justin P. s'était enfermé dans les toilettes de son établissement. Il avait envoyé une sorte de manifeste d'écologie radicale de 13 pages, revendiquant une « révolte biologique » pour rétablir « l'équilibre naturel, même cruel ». Il s'était scarifié le front avec un couteau de chasse et avait écrit sur les murs qu'il voulait

qu'on lui « tranche la gorge ». « Je ne peux pas dire mes motivations parce que j'ai trop de raisons dans la tête en ce moment », aurait-il ensuite expliqué lors d'une audition qui n'a pu être menée à son terme, son état n'étant pas compatible avec une garde à vue, a estimé un psychiatre. Il est désormais hospitalisé en unité psychiatrique. Le procureur de Nantes a décrit un adolescent « extrêmement solitaire », ayant « peu d'amis, voire pas du tout », « à l'évidence suicidaire ». Sa mère était inquiète. Depuis le mois de janvier, elle l'emmenait consulter des « personnels éducatifs » de la maison des adolescents de Nantes. L'équipe enseignante, elle, avait repéré sa fascination pour Hitler. À la veille des vacances de printemps, il avait été convoqué avec sa mère.

Des infirmières scolaires aux chefs d'établissement, ce drame attise chez les personnels de l'éducation le sentiment de frustration et d'impuissance qu'ils vivent au quotidien. « Tout le monde devait savoir. Il aurait fallu l'envoyer en HP, mais c'est impossible ! », s'emballe une directrice d'école de la région Paca. Nous passons notre temps à

voir des enfants dangereux et en danger, mais nous n'avons aucun poids sur le monde médical. On ne peut pas appeler un psy pour lui dire : « Alerte ! » Notre seul levier, c'est de conseiller aux familles d'aller voir des spécialistes qui ne proposent pas de rendez-vous avant des mois. On voit les choses, mais on ne peut pas agir. On subit, impuissants, ajoutée-elle. Et lorsqu'on alerte, on n'a ensuite aucune info sur les suites données. On nous renvoie systématiquement au secret médical, au secret de l'instruction... »

Dans son école maternelle, le médecin de la PMI, chargé des petites et moyennes sections, est en congé maternité non remplacé jusqu'en novembre. Le médecin scolaire, qui gère les grandes sections, partira à la retraite en septembre. Il ne sera pas remplacé. Il fait pourtant partie intégrante de l'équipe pédagogique. Il organise les projets d'accompagnement individualisé (PAI) pour les maladies chroniques comme le diabète ou l'épilepsie. Il confirme des orientations vers des sections spécialisées comme les Segpa. Il est surtout chargé de la visite médicale obligatoire des 6 ans, qui permet notamment de diagnostiquer des trou-





bles des apprentissages avant l'entrée dans la lecture. « Dans mon école, beaucoup d'élèves passent en CP sans l'avoir vu, poursuit la directrice. Il ne peut pas les voir tous sur place. Quand nous repérons un problème, nous disons aux parents d'aller le voir en dehors de l'école. Généralement, ils ne le font pas. »

« Son manifeste de 13 pages, ce lycéen de Nantes ne l'a pas écrit en une soirée ! Je l'imagine faire ses recherches sur internet, en pleine paranoïa. Il était visiblement en pleine crise psychotique. Il devait y avoir des symptômes depuis un moment. On aurait pu l'envoyer au bon endroit. On aurait pu mesurer ses idées suicidaires, ses délires... », ressasse Gwénaëlle Durand, secrétaire générale du Snics, le syndicat des infirmières scolaires de l'Unsa, tout en étant parfaitement consciente des empêchements sur le terrain. Chaque année, les quelque 8 000 infirmières de l'Éducation nationale réalisent 18 millions de consultations. Et jouent les pompiers de service, de la gestion des plans d'adaptation pour des élèves en situation de handicap toujours plus nombreux aux dispenses de sport, en passant par le bilan des 12 ans, l'éducation à la santé et à la sexualité, les troubles anxieux, les addictions, les transitions de genre et la bobologie quotidienne.

« On ne peut pas nous demander une expertise en santé mentale et de soigner les ampoules. En ce moment, c'est la saison des ampoules !, lâche Gwénaëlle Durand. Nous faisons beaucoup de choses qui ne présentent pas de valeur ajoutée pour les élèves. Soit on multiplie par deux les effectifs d'infirmières, soit on se recentre sur les priorités ! » « C'est tellement frustrant, abonde Saphia Guerischi, secrétaire nationale du Snics, le syndicat des infirmières scolaires pour la FSU. Parfois, on est obligé de fixer des rendez-vous à un mois, alors que l'on soupçonne une situation de maltraitance. »

Après le fait divers de Nantes, le débat s'est largement focalisé sur les couteaux, les fouilles aux entrées des établissements scolaires et des détecteurs de métaux. Le sujet de la santé mentale, lui, est politiquement moins rentable. « Il faut que l'on comprenne comment un jeune peut commettre un acte de ce type, mais surtout que l'on soit mieux armé pour prévenir, orienter et repérer des jeunes en

difficulté », a cependant expliqué la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, estimant que « ce drame met en lumière les enjeux de santé mentale ». La ministre a justement l'occasion de prendre le sujet à bras-le-corps avec les Assises de la santé scolaire, qui se tiendront mercredi 14 mai. Annoncées en juin 2024, elles ont fait l'objet d'un travail préparatoire avec les différents acteurs, médecins, infirmiers, psychologues et assistants sociaux. Sans bruit. Au même titre que la santé mentale décrétee « grande cause nationale 2025 », l'événement fait peu parler de lui.

Voilà pourtant plusieurs années que des rapports, de la Cour des comptes en 2020 à celui du député Renaissance Robin Reda rendu en mai 2023, alertent avec des chiffres qui laissent sans voix. Dans l'Éducation nationale, on compte un infirmier pour 1 600 élèves, un psychologue pour 1 500, un assistant social pour 4 000 élèves et un médecin scolaire pour 13 000 élèves ! Une situation qui promet de se dégrader puisque près de la moitié de ces médecins a plus de 60 ans. Dans ces conditions, 60 % des bilans infirmiers des 12 ans sont réalisés et seuls 20 % des élèves de 6 ans ont leur visite médicale obligatoire.

Dans le même temps, le nombre d'élèves « à besoins éducatifs particuliers » augmente et la santé mentale des jeunes se dégrade. Selon l'étude nationale sur le bien-être des enfants menée en 2022 par Santé publique France, 13 % des 6-11 ans présentent au moins un trouble psychique. L'enquête EnClass 2022 révèle, elle, que 15 % des adolescents présentent un risque élevé de dépression et que 13 % des lycéens auraient déjà fait une tentative de suicide. Les situations de violence et de maltraitance ne sont pas étrangères à cet état de fait. En 2023, le rapport de la Cii-visa a établi que deux enfants par classe sont victimes de violences sexuelles. Du côté de la santé physique, les constats sont aussi inquiétants. Entre 20 % et 30 % d'une classe d'âge présentent des troubles de la vision, souvent silencieux, avec un impact direct sur les apprentissages. Les infections sexuellement transmissibles sont en nette augmentation chez les 15-25 ans. « Beaucoup pensent qu'il existe un vaccin pour le sida », observe Gwénaëlle Durand.

S'ajoute à cela la problématique générale de l'accès aux soins. Environ 30 % des enfants n'ont pas de médecin traitant. Pour certaines familles, seule la médecine scolaire permet de détecter les problèmes de santé. « Si un élève se fait une entorse le week-end, il ne va pas aux urgences, situées à 40 minutes. Il attend de voir l'infirmière scolaire le lundi », explique Saphia Guerischi, affectée en zone rurale isolée sur trois collèges et trente-trois écoles de l'Yonne.

Gwénaëlle Durand exerce, elle, dans un lycée professionnel de Bourg-en-Bresse (Ain). Dans le département, il n'y a pas de médecin scolaire. Elle travaille donc avec les médecins traitants, qui manquent eux aussi. Lors de la visite des 12 ans, les infirmières scolaires s'aperçoivent souvent que les élèves n'ont pas vu de médecin depuis leurs 3 ans. « Ils nous expliquent qu'ils sont allés "dans la machine", des cabines de téléconsultations dans les pharmacies. Comment envisager un rendez-vous avec un spécialiste ? Les familles sont en attente. On appelle les CMP (centres médico-psychologiques, NDLR). On fait 44 heures par semaine et pas un jour sans heure sup. La salle d'attente ne désemplit pas. C'est tellement ingrat. »

Pour les personnels de santé de l'Éducation nationale, c'est la double peine. La pénurie de personnels épouse les mêmes contours que les déserts médicaux. Les conditions d'exercice, elles, sont moins favorables que dans d'autres administrations ou que dans le libéral. Les infirmières scolaires ont récemment vu leur salaire aligné sur celui de leurs collègues hospitalières (2 240 euros brut en moyenne) qui, entre leur indemnité et les gardes de nuit, peuvent arriver à un salaire 500 à 1 000 euros supérieur. Les médecins scolaires, rémunérés environ 2 000 euros net mensuels en début de carrière, sont aussi moins payés que d'autres médecins fonctionnaires et sont privés de l'essence même de leur métier : l'acte de prescription. L'attractivité n'est donc pas au rendez-vous.

« La médecine scolaire est une catastrophe, un secteur à l'abandon, assène la députée Renaissance et médecin de formation Anne Genetet qui, lors de son court passage Rue de Grenelle, a pu constater l'étendue des dégâts. Il faut que les médecins traitants et les pédiatres puissent faire des vacances dans les établissements scolaires et encourager la



pratique mixte. Nous sommes dans une telle situation d'effondrement que plus personne n'ose bouger, ajoute-t-elle. Il faut du courage politique.» Elisabeth Borne en aura-t-elle? Mercredi, à l'issue des Assises de la santé scolaire, la ministre fera des annonces. Mais l'on sait déjà qu'il ne sera pas question de moyens supplémentaires.

Il semble que l'Éducation nationale envisage davantage une optimisation des ressources. Elle a imaginé un « service de santé des élèves », un nouveau pôle regroupant médecins, infirmiers, assistants sociaux et psychologues de l'Éducation nationale, qui interviendrait sur sollicitation des établissements. « Aujourd'hui, nous sommes au service des élèves que nous voyons tous les jours dans les collèges et les lycées. Nous som-

mes les premières à faire des informations préoccupantes, explique Saphia Guerischi. Avec un tel pôle, les élèves auraient accès à nous sur demandes des profs, des surveillants, des CPE. Mais la vraie vie, ce n'est pas regarder des fiches et se demander qui fait quoi. » ■

« Il faut que les médecins traitants et les pédiatres puissent faire des vacations dans les établissements scolaires et encourager la pratique mixte. Nous sommes dans une telle situation d'effondrement que plus personne n'ose bouger »

Anne Genetet Députée Renaissance



LOIC VENANCE / AFP

L'établissement privé Notre-Dame-de-Toutes-Aides, à Nantes, le 25 avril, au lendemain de l'attaque au couteau perpétrée par un élève.

